

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Odieux ...

D'APRES l'agence France-Presse, des militaires soviétiques et cubains auraient été tués par les guérilleros kampuchéens lors d'une attaque menée contre l'aéroport Pochentong de Phnom Penh.

Une telle information ne surprend plus dans la mesure où l'on a pris l'habitude, dans toutes les guerres depuis plusieurs années déjà, de voir apparaître ces conseillers militaires soviétiques.

Il faut cependant secouer cette force de l'habitude et reposer la question : Que font les militaires soviétiques hors de leurs frontières ? Que font-ils en Érythrée, que font-ils en Angola, en Afghanistan et aujourd'hui au Cambodge ?

De même que derrière le rideau de fumée que constitue le soi-disant gouvernement cambodgien, le FUNSK, se cachent les visées hégémoniques locales de Hanoï, derrière le paravent vietnamien se cachent les visées planétaires de Moscou, qui n'hésite pas à venir superviser sur place le déroulement des opérations.

Face à cela, face à ce danger, comment réagit la bourgeoisie française ? De la façon la plus stupide et la plus dangereuse qui soit. Alors que le danger soviétique se fait de plus en plus clair et se manifeste particulièrement clairement au Cambodge, l'émission de lundi soir à la télévision était particulièrement révélatrice à ce sujet.

Face à un Sihanouk désarmé, soumis depuis qu'il est à New York à des pressions constantes, trois journalistes se sont livrés pendant trois quarts d'heure à un véritable interrogatoire policier dont le seul but était de lui faire dire qu'il avait vu des massacres et que finalement l'invasion vietnamienne était un moindre mal. Face à un feu roulant de questions, Sihanouk, à bout de tension nerveuse, fut amené à revenir sur des déclarations positives qu'il avait faites auparavant. Jamais, cependant, il ne confirma directement la thèse des massacres, ni n'admit de compromis avec l'envahisseur vietnamien : « Je suis prisonnier ici, dit-il, à Pékin je serais libre et je pourrais réfléchir, on m'a dit que je changerais peut être d'avis en voyant les succès remportés par les forces de Pol Pot ».

A aucun moment, les Elkabach et Cie n'ont accepté que le dialogue puisse porter sur l'occupation vietnamienne ni sur la résistance intérieure. Ce qu'ils voulaient, c'est du sang à la une et ils étaient prêts à tout pour en avoir. Agressifs envers Sihanouk, grossiers même par moments, menant leur inquisition avec l'avidité du vautour, ils ont donné le spectacle le plus abject que l'on ait vu depuis longtemps à la télévision. Se repaissant de calomnies contre le gouvernement légal, ils fuyaient lâchement dès que le problème venait sur la question centrale de l'agression.

Quant à Sihanouk, il a annoncé son prochain départ pour la Chine, où, a-t-il dit, il a grand besoin de se reposer et de réfléchir.

Serge FOREST

Rencontre Boulin-syndicats

La clé de la victoire, c'est l'action sur le terrain

SANS aucun doute, les actions déterminées des sidérurgistes, la semaine passée, ont suscité l'inquiétude du gouvernement Giscard-Barre. C'est pourquoi il ouvre la négociation avec les syndicats pour désamorcer la lutte, il faut plus que les quelques promesses creuses d'emploi qui ont été faites !

Ce premier pas en arrière du gouvernement le montre, la clé de la victoire c'est l'action résolue sur le terrain.

Pour imposer l'annulation des licenciements, dont le gouvernement prétend qu'il n'est pas question de parler, il faut encore étendre et développer la lutte et frapper la bonne cible, unir actifs et chômeurs, secteurs menacés et ceux qui tournent à plein.

(Voir article page 3)



Le 24 janvier, durant l'heure de grève appelée par les syndicats, les sidérurgistes du Nord bloquent les routes.

Un mois après la prise de Phnom Penh

Les Vietnamiens reculent sur tous les terrains

IL y a tout juste un mois, les forces militaires vietnamiennes entraînent dans Phnom Penh et y annoncent la création d'un gouvernement fantoche. Un mois après, un premier bilan s'impose.

Au niveau des réactions internationales, tout d'abord, la politique du fait accompli n'a pas été très payante. Seule une dizaine de pays, l'URSS et ses satellites, ont à ce jour reconnu le régime fantoche, sur les 150 que compte la communauté internationale. Il faut, en particulier noter que, ni la Roumanie, ni l'Angola ne l'ont fait. Quant à la Yougoslavie, elle s'est montrée l'un des plus fermes défenseurs de l'indépendance du Cambodge.

Dans les instances internationales, que ce soit l'ONU ou les non-alignés, le gouvernement légal est toujours reconnu comme seul représentant du pays. Il aura même fallu un veto soviétique pour que le Vietnam échappe à une condamnation du Conseil de sécurité proposée, à l'ONU, par les pays du tiers monde.

Les choses se sont d'ailleurs encore éclaircies aux yeux de

beaucoup sur la nature « socialiste » et « pacifiste » de l'URSS et de ses alliés vietnamiens. En ce qui concerne le Vietnam, cette agression aura également eu comme conséquence directe de renforcer son isolement au niveau international. L'Australie, le Danemark, le Japon, tous pays qui lui fournissaient une aide humanitaire, ont stoppé cette aide qui, manifestement, servait plus aux canons qu'au beurre.

On peut également noter, tant qu'on y est, que la souscription que le PCF avait lancée pour le Vietnam, elle aussi sous un couvert humanitaire, s'est brusquement tarie quand l'agression est devenue évidente, au point que l'on n'en entend plus parler aujourd'hui. Preuve que les gens qui donnaient ont, en bloc, refusé d'instinct, de se faire les soutiens de cette agression.

De tous ces points de vue, on peut dire que le Vietnam, et derrière lui Moscou, ont loupé leur opération. A cela plusieurs raisons : tout d'abord, au niveau international, le rôle de dénonciation de l'agression qu'ont joué la Chine mais aussi d'autres pays du

tiers monde comme la Yougoslavie. Ensuite, et c'est cela qui est fondamental, les troupes vietnamiennes n'ont pas rencontré le succès militaire espéré et l'on a en aucun cas assisté à l'effondrement de ce que les journalistes appellent avec mépris « le régime de Pol Pot ». Bien au contraire, on s'est tout à tour aperçu que les Cambodgiens résistaient un peu mieux que prévu, puis que, finalement, les Vietnamiens ne tenaient pas tout le pays, puis que les troupes cambodgiennes passaient même à la contre-offensive. Aujourd'hui, un mois après la victoire-éclair, Le Monde est obligé de titrer sur les difficultés vietnamiennes. Et des difficultés, ils en ont.

Avec des unités entières coupées de leurs bases, contrôlant des villes mais ni les campagnes, ni les routes, les Vietnamiens sont de plus en plus dans une situation qui rappelle celle des Américains il y a quelques années.

Du 28 au 30 janvier, les Vietnamiens ont subi des défaites dans des combats pour le contrôle des routes No 4, 5, 6 et 7. Des grandes villes comme Kompong Som et Takeo ont été reprises durablement ou provisoirement, par les forces patriotiques. Celles-ci ont également repris le 30 janvier la raffinerie de Kompong Som et encerclent depuis plus de huit jours la garnison vietnamienne sur le marché de Kompong Chhang.

(Suite page 3)

Serge FOREST

Le chômage vient-il des gâchis ?

(Voir notre article page 4)

Le voyage de Deng Xiaoping aux USA

Un franc succès pour la Chine

D'un avis unanime, le voyage de Deng Xiaoping aux USA aura connu un franc succès.

Succès auprès du peuple américain d'abord, ce peuple qui se faisait de la Chine une image si austère et découvrait, à travers

Deng Xiaoping, une réalité bien sympathique. Car, avec l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, ce sont les liens

de connaissance, d'amitié, les échanges culturels, etc. qui pourront se développer.

Voici d'ailleurs comment le rédacteur en chef adjoint du *Quotidien du peuple* expliquait l'une des conséquences des relations entre les deux pays : « Ce qui est plus important, c'est la différence des systèmes sociaux, de l'idéologie, de l'histoire et de la tradition entre nos deux pays — à quoi s'ajoute l'interruption des relations pendant de nombreuses années — ce qui explique qu'aux yeux des Américains, la Chine est un pays mystérieux, tandis que les États-Unis sont pour un grand nombre de chinois un pays bizarre. Mais, si leurs contacts se multiplient, les Américains trouveront que les Chinois ne sont pas mystérieux et les Chinois se rendront compte que les Américains ne sont pas bizarres. Les deux peuples peuvent se comprendre l'un l'autre ».

années), la Chine parvient à neutraliser les USA (l'autre superpuissance, celle qui recule sous les coups des peuples, celle qui se voit rayée d'un certain nombre de régions du monde au profit de l'URSS), pourquoi s'en plaindre ?

DU COTE DES PEUPLES

Mais un certain nombre de gens anti-impérialistes sincères se demandent si cette visite et les déclarations de Deng Xiaoping ne signifient pas une soumission de la Chine aux entreprises hégémonistes des USA ou un abandon de la lutte des peuples. Cette inquiétude est écartée, soit par les déclarations de Deng lui-même, soit par des éditoriaux parus au moment même de sa visite, dans l'organe central du PCC. Rappelons d'abord que le texte du communiqué commun signé à l'occasion de l'établissement des relations déclare que les deux parties "opposent aux entreprises hégémoniques venant d'elles-mêmes ou d'autres pays.

Citons aussi le soutien réaffirmé de Deng à la lutte du peuple cambodgien : « La République populaire de Chine fera tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir le Kampuchea démocratique, bien que ses moyens soient limités (...) Le Kampuchea démocratique se trouve dans une situation difficile, c'est pourquoi il bénéficie plus que jamais du soutien chinois. »

Sur la question de Taïwan, il est évident aussi que les USA ont cédé (et non l'inverse) puisqu'ils ont accepté de rompre avec Taïwan, même si certains liens non officiels subsisteront. Enfin, rappelons la position chinoise sur la réunification de la Corée, position ferme s'il en fut à l'égard des USA, comme l'a réaffirmé le *Quotidien du peuple* pendant la visite de Deng Xiaoping aux USA :

« Aucune force étrangère n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de la Corée. Le gouvernement américain doit se rendre à l'évidence, renoncer à la politique consistant à créer « deux Corées » et agir conformément à la résolution de la 30e session de l'Assemblée générale de l'ONU : retirer toutes ses forces armées, terre, air, mer, ainsi que les armes nucléaires, dissoudre « le commandement des forces des Nations Unies » en Corée du Sud et laisser le peuple coréen régler lui-même la question de la réunification du pays. Voilà la clef de la solution au problème de la réunification de la Corée ».

MODESTES MAIS PAS FOUS

Une autre qualité a beaucoup séduit les Américains, c'est la modestie de la délégation chinoise devant les réalisations américaines. Mais cette modestie qui permet d'être ouvert à tout ce qui est bien à l'étranger, ne signifie pas éblouissement devant le système social capitaliste américain.

Voici ce que disait le même rédacteur en chef adjoint : « Nous devons travailler mieux que les Japonais. Ceux-ci ont appris des États-Unis l'ordinateur et le strip-tease. Quant à nous, nous devons nous inspirer des pays capitalistes pour ce qui est utile et refuser ce qui est pourri ».

CONTRE L'URSS

Mais le voyage de Deng Xiaoping, ce fut aussi pour la Chine l'occasion de donner une nouvelle fois son point de vue sur la situation internationale. Deng a rappelé qu'aucun coin du monde n'est libre de la menace de l'URSS. En un an, « l'ours polaire » est intervenu dans plusieurs continents, menaçant partout la paix mondiale. Ce qui a permis à Deng de déclarer : « Nous estimons que le danger de guerre provient de l'URSS. La menace qui pèse sur la paix, la sécurité et la stabilité internationales provient de l'URSS. Ainsi, ce que nous pouvons faire tous est que nous devrions essayer d'empêcher ce qu'elle fait, saper ce qu'elle fait et faire avorter ce qu'elle tente de faire partout dans le monde ».

Et si, pour isoler l'URSS (la superpuissance la plus agressive, celle qui est de presque tous les coups d'Etat et conflits, ces dernières

URSS



Aizbeha Andsebrhan

Fesehaie Tekle

Deux étudiants érythréens menacés de mort

Appel de l'Association des étudiants érythréens à tous les gouvernements, aux forces progressistes et aux organismes humanitaires

Le journal *Résistance*, organe de l'Association des étudiants érythréens, publie dans son dernier numéro un appel pour une mobilisation au niveau mondial sur le sort de deux étudiants érythréens détenus actuellement dans les geôles de Brejnev et menacés d'être livrés aux bourreaux d'Addis-Abeba.

On sait que les troupes soviétiques prêtent directement main-forte aux troupes éthiopiennes dans leurs opérations de répression contre le peuple érythréen.

« L'association des étudiants érythréens a acquis la certitude que le gouvernement soviétique procède à une procédure d'extradition à l'égard de deux étudiants érythréens, Fesehaie Tekle et Asbeha Andsebrhan, actuellement en prison à Moscou. Tous deux sont membres de l'AAE.

Tous deux sont étudiants en Union soviétique et sont accusés de troubles politiques, légers d'ailleurs. Ils ont, en particulier, échangés quelques gnons avec des étudiants pro-gouvernementaux éthiopiens lors d'une manifestation tenue en soutien au régime « révolutionnaire » éthiopien.

Il est évident que, dans ce cas particulier, (si l'on prend en considération la guerre coloniale actuelle et la nature du régime éthiopien), l'extradition équivaut à une sentence de mort.

Nous n'avons aucun doute, et de nombreux précédents renforcent notre point de vue, que le régime éthiopien les liquidera dès qu'ils auront mis le pied sur le sol éthiopien.

Certains gouvernements nous ont déjà fait savoir qu'ils étaient d'accord pour les accueillir comme réfugiés pour peu que les autorités soviétiques les laissent partir où ils veulent.

Nous vous demandons, avant tout de protester contre cette action prise par le gouvernement soviétique et d'exiger leur extradition dans un autre pays que l'Éthiopie ».

Une semblable affaire avait déjà eu lieu il y a quelques mois. Brejnev avait « offert » un étudiant opposant éthiopien à Mengistu lors d'un voyage de celui-ci à Moscou. On n'en a plus jamais entendu parler depuis.

GRANDE-BRETAGNE

La grève des employés du secteur public continue

Les employés du secteur public britannique poursuivent leur mouvement de grève pour des augmentations de salaire de 40% afin de rattraper un niveau de vie décent, sérieusement entamé par trois années de blocage des salaires. Le secteur actuellement en pointe dans la lutte est celui des hôpitaux où tous les petits employés, personnel de service, brancardiers, ambulanciers, lingères ont cessé le travail depuis, pour certains, quinze jours. Seul un service d'urgence est maintenu dans quelques hôpitaux. Les travailleurs ont catégoriquement rejeté une proposition patronale de 8,8% en la qualifiant de dérisoire.

Les travailleurs du service des eaux et les égoutiers devraient partir à leur tour en grève massive à partir de la fin de la semaine.

Belgique : les arguments du patronat ... les mêmes que chez nous

Le quotidien *Agefi*, un des journaux des milieux patronaux de Belgique, écrit dans son numéro du 23 janvier à propos du chômage : « Chacun dénonce la largesse de notre réglementation en matière d'allocations de chômage. Mais à cette réglementation personne n'a le droit de toucher ». L'*Agefi* déplore aussi que toujours plus de femmes désirent accomplir un travail professionnel et se demande : « N'existe-t-il aucun moyen de freiner cette évolution ? ». Et pour conclure l'*Agefi* s'exclame : « Ne faudrait-il pas combattre vigoureusement l'idée, décidément fautive, que les intérêts des patrons et de la main-d'œuvre sont divergents ? ».

Ces déclarations et les intérêts des patrons belges sont en tout cas, on peut en être sûr, très convergents.

Afghanistan : la guérilla s'étend

La rébellion populaire semble se développer en Afghanistan où, l'an dernier, une clique aux ordres de Moscou a pris le pouvoir par un coup d'Etat militaire. Depuis une quinzaine de jours de violents combats opposent plusieurs milliers de maquisards aux troupes gouvernementales à une quarantaine de kilomètres au nord de Kaboul, la capitale. Il se confirme par ailleurs que l'aviation est intervenue le 26 janvier au nord-est de Kaboul dans la province de Parwan causant d'importantes destructions et faisant de nombreux morts et blessés parmi la population civile.

Selon les rumeurs qui circulent à Kaboul, la rébellion populaire se propage. Depuis la soi-disant « révolution » du 27 avril 1978, plus du tiers des provinces du pays ont été le théâtre de sanglants affrontements. Bien que disposant de camps d'entraînement au Pakistan, les rebelles ne reçoivent aucun soutien militaire, leurs prises de guerre sur l'armée constituent leur source essentielle d'approvisionnement.

Religion : échos d'Amérique latine

L'abbé Rebillard, invité à la conférence de l'épiscopat latino-américain du Puebla, a dit au cours d'une conférence de presse en réponse à une question d'un journaliste : « La consultation de la liste des participants montre qu'il y a un nombre appréciable de membres de la curie, ou de personnes désignées d'office par le Saint Siège. Dans le groupe où je travaille quatre sur dix-sept sont dans ce cas, et cela compte. Il est par exemple difficile de contredire un cardinal quand celui-ci donne son opinion ». Réprimandé par le cardinal président, Mgr Baggio, l'imprudent n'a pas reparu le lendemain.

Dans son numéro de samedi *Le Matin* rapporte qu'un prêtre français qui exerce son ministère dans un bidonville de Lima au Pérou a déclaré à Claude Mossé qui prépare un livre sur les enfants du tiers monde : « Les déclarations de Jean-Paul II à Mexico sont dangereuses parce qu'elles vont faciliter la tâche à toutes les forces de droite qui reprennent en ce moment du poil de la bête en Amérique latine (...) J'évangélise, mais je pense avec beaucoup de mes camarades que l'émancipation du peuple passe par le combat (...) J'ai très peur de la violence, et je sais très bien que le peuple meurt de la violence des puissants et des riches, mais je me demande si un jour il ne faudra pas qu'il passe par la violence ».

La « normalisation » des églises d'Amérique latine risque d'être moins aisée que Jean-Paul II ne le pensait.

Claude LIRIA



USINOR-DENAIN : PASSER A L'OFFENSIVE (3)

« Sauver l'acier » ou défendre les emplois

A U début de janvier. Hue de la Colombe, l'ancien PDG d'Usinor, déclare à l'hebdomadaire Investir : « Pour Denain, il est bien certain que son métal n'est pas nécessaire aux débouchés actuels et je regrette que n'ai pu être mise sur pied, avec l'aide des pouvoirs publics, une formule d'aide provisoire suffisante qui aurait permis avec des effectifs bien sûr réduits de

maintenir cependant un feu à fourneau sur une division dont on regrettera sans doute un jour la disparition face à l'énorme dépense que constituera la construction du deuxième stade de Fos ».

Certes, Hue de la Colombe se déclarait nettement en faveur du maintien de la production d'acier à Usinor-Denain, mais, du point de vue des intérêts de classe de la bourgeoisie et non du point de vue de la

classe ouvrière.

D'une part, soulignons-le, maintien de l'acier et licenciements ne sont pas contradictoires (« avec des effectifs réduits ») car, au fond, il s'agit d'une face indissociable d'une même politique basée sur la course aux profits patronaux.

D'autre part, si Hue de la Colombe — et les autres administrateurs d'Usinor sur 12 qui avaient refusé la fermeture de Denain — s'oppose au technocrate Etchegaray, jugé trop expéditif, il s'agit là, ni plus ni moins de divergences entre capitalistes. Ces exploités ne sont, certes, pas toujours d'accord sur le meilleur moyen d'atteindre leurs objectifs ; mais sur ces objectifs eux-mêmes (exploiter, licencier, rentabiliser), il y a unanimité.

Dès lors, nous pensons qu'il est non seulement erroné mais aussi dangereux d'affirmer « maintenir l'acier, sauver l'emploi ».

UNE SOLUTION INDUSTRIELLE ?

Au comité central d'entreprise d'Usinor, le 12 décembre 1978, le PDG, Etchegaray déclare : « Il est urgent de prendre des mesures industrielles », avant d'annoncer ses solutions industrielles : « L'acier produit à Denain n'est pas nécessaire et doit être supprimé et éliminé des pertes dommageables pour l'ensemble », le train à bande à chaux demeure et demeurera à Denain (1 400 emplois).

Voilà donc la solution industrielle des maîtres de forges. Fermeture de l'aciérie, maintien du train. La première fait chuter les profits, la seconde leur est favorable.

Le représentant de FO lance : « La négociation doit apporter la preuve qu'il existe d'autres solutions ». Manière de dire : mettons en avant d'un commun accord la négociation d'où sortira une solution industrielle satisfaisante pour les uns et pour les autres.

Mais justement une telle solution industrielle peut se discuter. La CGC, pour sa part, annonce ses propositions (se rapporter au procès-verbal de la réunion) : maintenir au moins « un noyau dur » à Denain, car

il s'agit là « de la moins mauvaise solution d'attente, seule capable de préserver l'avenir »...

La CGC dit : « Maintenant un noyau de production au lieu de tout liquider », quant aux conséquences inévitables (les licenciements), limitons la casse... Il est clair que l'avenir dont on a parlé de « préserver » est peut-être celui de l'acier, sûrement celui des cadres et pas du tout celui des sidérurgistes. Ceux-ci exigent non à tout licenciement et rejettent la conception d'un maintien du « noyau dur » qui n'évite pas les licenciements. Les travailleurs doivent-ils eux aussi comme à FO et à la CGC se prononcer pour une solution industrielle qui permettrait de sauver l'acier mais non de préserver leurs emplois ?

Par ses luttes, la classe ouvrière est parvenue à arracher des avantages : le droit syndical, le droit de grève, les congés payés, des améliorations de salaires, etc. Mais quand il en va de la politique industrielle elle-même, celle-ci porte une empreinte de classe et ne peut être mise en œuvre qu'avec l'intervention de l'Etat des monopoles. Dans ces conditions comment pourrait-on croire que la bourgeoisie qui domine cet Etat puisse léser elle-même ses propres intérêts en adoptant une politique et des plans industriels qui satisfassent les intérêts des travailleurs ?

Certes, tactiquement au cours de lutte et par leurs luttes, les travailleurs peuvent être amenés à imposer une solution industrielle permettant de sauvegarder leurs emplois. Lip reste l'exemple d'une telle situation : en créant une large mobilisation populaire autour d'eux, en établissant un solide rapport de forces en leur faveur, les travailleurs de Lip ont contraint le gouvernement et le patronat à relancer l'entreprise sur la base d'une solution industrielle garantissant l'emploi pour tous. Des démantèlements intégraux avec 500 licenciements (plan de l'IDI et Ebauche SA de juin 1973), du plan Charbonnel d'août 1973, on est passé au « maintien avec 350 licenciements » (plan Giraud) puis au maintien sans licenciement de 1974.

Car il ne saurait y avoir

d'autre boussole pour un syndicaliste que la lutte pour maintenir tous les emplois. Le gouvernement avait dit : « Lip c'est fini », les travailleurs en ont décidé autrement, mais de fait, on a vu également avec Lip que la lutte devait être poursuivie, car le patron revient à la charge...

POUR LA LUTTE

Précisément la politique capitaliste de restructuration de la sidérurgie montre aujourd'hui que si les travailleurs veulent sauvegarder leurs emplois, tous leurs emplois, il faut se battre car même le maintien de l'activité industrielle s'accompagne de licenciements.

Mais ce n'est pas le cas

à Denain ? On dit : « Sauvons le train à bande à Denain ». Parfait. Mais au fait, ce train à bande, le plan des maîtres de forges ne prévoit pas de le liquider, il prévoit même de le conserver en l'état. C'est l'aciérie qui va être démantelée ; alors doit-on se féliciter du maintien du train à bande, si malgré tout 5 000 sidérurgistes sont jetés à la rue. Non, ce qui

importe, c'est qu'il y ait du travail pour tous, c'est là-dessus que nous nous battons. Non pour sauver l'acier, formule ambiguë pouvant conduire à une sorte de compromis, mais pour défendre les hommes en sauvant leurs emplois, tous leurs emplois.

Rémi DAINVILLE



Manifestation à Denain contre les licenciements dans la sidérurgie.

Travailleurs actifs, chômeurs : unissons-nous pour une lutte commune !

Appel du Comité de Parti Jeanne Labourbe du PCML

La restructuration de la sidérurgie, ce sont 6 000 licenciements dans le Valenciennais qui entraînent 26 000 suppressions d'emploi. La fermeture d'Usinor-Denain, c'est la mort de Denain, le drame pour des milliers de familles !

Voilà comment la bourgeoisie fait payer sa crise aux travailleurs. Les monopoles restructurent pour faire plus de profits et rentabiliser l'économie, les travailleurs en font les frais.

TOUS, NOUS SOMMES CONCERNÉS PAR CES LICENCIEMENTS MASSIFS !

La question de l'emploi se pose à toute la classe ouvrière. Pas une famille populaire qui ne soit touchée de près ou de loin par le chômage ! La sidérurgie, c'est un pilier de notre industrie, c'est aussi des entreprises importantes, une forte concentration d'ouvriers. Quand la bourgeoisie attaque ce secteur, elle déclenche une offensive de grande ampleur contre la classe ouvrière.

En fait, elle frappe toute la classe ouvrière. Si les capitalistes gagnent en fermant Usinor-Denain et Longwy, comment penser qu'il hésiteront alors à continuer de restructurer comme leurs profits l'exigent, à grossir l'armée des chômeurs ?

LA OU LA BOURGEOISIE ATTAQUE, LA CLASSE OUVRIERE ENTIERE DOIT RIPOSTER DANS L'UNITE !

Les licenciements ne sont pas une fatalité, l'histoire montre qu'on peut faire reculer des offensives patronales.

Pour cela, il faut se battre, s'unir, se solidariser ! A Denain, plusieurs actions importantes ont été engagées : débrayages, blocages de routes, l'occupation des services centraux de Trith, de services publics et privés à Denain. Ce que veulent les travailleurs, c'est une action de masse résolue.

L'unité de tous les ouvriers, syndiqués, non-syndiqués, français, immigrés, jeunes et anciens est fondamentale : c'est l'intérêt de tous de s'unir car la lutte contre les licenciements est le combat de tous !

Mais, surtout, les ouvriers d'Usinor ne doivent pas se battre seuls !

Face à la brutalité des barons de l'acier et du gouvernement, il faut unir les luttes des entreprises du trust, bien sûr, mais aussi de toutes les entreprises dans cette bataille pour le droit au travail.

Dans nos entreprises, nos sections syndicales, organisons la solidarité avec les sidérurgistes : actions, motions, pétitions...

Participons massivement à la journée du 16 février !

Qu'elle soit un temps fort pour financer et organiser cette solidarité !

Vive la solidarité de la classe ouvrière ! Du travail pour tous !

Le 30/1/79 - Comité de Parti Jeanne Labourbe

Un mois après la prise de Phnom Penh Les Vietnamiens reculent sur tous les terrains

(Suite de la page une)

Des combats se poursuivent également dans l'ensemble du pays. Plusieurs unités cambodgiennes, qui avaient été enfermées lors de l'avancée très rapide des Vietnamiens, ont réussi à briser l'encerclement alors que tous les commentateurs occidentaux les donnaient comme perdues. Ce sont elles qui sont immédiatement repassées à l'offensive et qui ont repris Takeo.

On pourrait citer des exemples à n'en plus finir.

Tout cela, ainsi que la toute récente tenue, en territoire libéré, d'un congrès national sur la guérilla, congrès tenu à l'initiative du Comité central du Parti communiste du Kampuchea et auquel se sont joints des délégués de toutes les provinces, prouve que ceux qui avaient tablé sur un effondrement du gouvernement légal du Cambodge se sont lourdement trompés. Non seulement il existe encore, mais il dirige

la lutte de manière victorieuse, montrant ainsi qu'il a la confiance du peuple.

Une guerre de guérilla sans un puissant appui populaire ne survivrait pas huit jours face à la puissance des forces vietnamiennes. Cela répond ainsi de la manière la plus claire possible aux torrents de calomnies qui furent et qui sont encore aujourd'hui déversées sur le Cambodge indépendant. On voit d'ailleurs aujourd'hui qui avait le plus intérêt à cette campagne.

Un mois après la chute de Phnom Penh, la situation des Vietnamiens apparaît bien comme celle d'une armée d'agression empêtrée dans un bourbier dont elle ne se sortira pas intacte. Le peuple kampuchéen a déjà remporté d'importantes victoires, en reprenant en particulier le sanctuaire historique d'Angkor, lieu historique de la résistance anti-américaine. Il ne s'arrêtera pas là. La lutte sera peut-être longue, mais il vaincra.

SF

AU JOUR LE JOUR



LUTTE

Le 6 février,
grève des éducateurs

Non à
une éducation
surveillée
d'austérité
et de répression

LES éducateurs, syndiqués au SNPES* lancent une campagne de revendications et d'actions qui débutera le 6 février. Ces éducateurs relèvent du secteur de l'éducation surveillée qui dépend elle-même du ministère de la Justice.

De budget en budget, la condition des éducateurs s'aggrave. Cette période d'action sera aussi le moment pour les éducateurs d'exposer aux autres travailleurs leurs revendications sur la résorption des contractuels et sur les créations d'emplois. A la fin du 6e plan la création de 2500 postes était en retard, le 7e n'en prévoyait que 360!

Mais le plus incohérent dans cette affaire réside dans la distorsion entre les crédits affectés à l'équipement et ceux pour le personnel. Il existe ainsi des établissements qui ne fonctionnent pas faute de personnel.

La situation est tellement ridicule que les éducateurs doivent autofinancer en partie leurs déplacements de travail.

Le kilomètre leur est remboursé 0,62 F pour une 7 CV, alors que le prix de revient s'élève à 0,71 F. Cette escroquerie permet à l'administration, selon ses propres sources, une économie sur le budget de l'Etat de 20% sur cinq ans.

Donc, ces revendications sont parfaitement justifiées, mais si elles sont prises en considération, ce sera non seulement une victoire pour les éducateurs, mais aussi pour tous les jeunes qui dépendent de l'éducation surveillée.

En effet, il en est des exigences des travailleurs du secteur social, de la prévention, comme celles des enseignants, elles touchent ces travailleurs, mais aussi tous les enfants, tous les jeunes dont ils ont la responsabilité.

Mais comment une telle pénurie peut-elle s'expliquer alors que le budget de la Justice est en augmentation?

L'éducation surveillée est le parent pauvre de ce ministère. Nombre d'éducateurs travaillant dans ce domaine s'efforcent non pas d'exercer un rôle répressif sur les jeunes, mais de les aider, de les insérer ou de les réinsérer tant bien que mal dans la société.

Le fossé est profond entre les belles paroles du Garde des Sceaux « Il faut éviter de prononcer des peines d'emprisonnement à l'encontre des mineurs de moins de 16 ans » et le manque flagrant de personnel dans l'éducation surveillée. C'est sûrement cette pénurie de personnel qui a permis à cette jeune fille de 15 ans d'avoir été emprisonnée pour fugue et vol d'une robe pendant quinze jours à la prison des Baumettes, à Marseille, au contact de très grandes délinquantes. C'est aussi le manque de personnel de l'éducation surveillée qui fait que de nombreux mineurs restent en prison pour un délit mineur parce que le juge exige des garanties d'emploi pour ce jeune et que les emplois ne se trouvent pas comme ça quand on est derrière les barreaux et quand aucun éducateur ne peut en chercher pour lui.

Nathalie VILLOTIERS

*SNPES : Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée, affilié à la FEN.



L'arrêt des hauts fourneaux : pour les patrons de la sidérurgie, cela leur permet d'augmenter leurs profits.

ECONOMIE

Le chômage
vient-il des gâchis ?

GACHIS, bradage de la sidérurgie, politique industrielle soumise « à l'étranger » : à entendre certaines voix venant d'ailleurs d'horizons aussi divers que les dirigeants du PCF ou du RPR, les chefs de file actuels des monopoles français, le gouvernement Giscard-Barre n'aurait en tête que le déclin de la France. Mais n'est-ce pas au contraire l'intérêt bien compris de la France capitaliste d'aujourd'hui, avec les monopoles bien français qui la dominent aujourd'hui, qui guident la politique des Giscard-Barre. Face à leurs concurrents des autres pays ? Face aussi, bien sûr, aux travailleurs desquels il s'agit d'extorquer toujours plus de profits ?

LE chômage vient-il des gâchis, comme le disent les dirigeants du PCF. Mais, d'abord, que sont les gâchis ? Les dirigeants du PCF distinguent plusieurs sortes de gâchis :
- Les gaspillages dans le système de production : mines fermées, terres laissées en friche.
- Les gaspillages des moyens de production qui « se traduisent notamment par une utilisation irrationnelle de l'équipement, son déclassement hâtif, une stagnation, voire un démantèlement de la recherche scientifique et de ses applications » (Economie et politique, juillet-août 1977 Nos 276-277).
- Les gaspillages des hommes (chômage...)

Rappelons les affiches du PCF « Ils cassent la machine-outil... Sauvons la navale... Ils cassent la sidérurgie » ou encore leur dénonciation du démantèlement de la sidérurgie.

Mais, en fait, ces gâchis sont loin d'être des gâchis, des pertes pour des capitalistes.

LES GACHIS SONT LOIN DE CONSTITUER DES PERTES POUR LES CAPITALISTES

Dans le système capitaliste, l'outillage, les biens d'équipement ne sont pas autre chose que des machines à produire du capital : les capitalistes ne produisent pas pour satisfaire aux

besoins des hommes mais pour empocher le maximum de profits. Le but de la production capitaliste, c'est les profits et pas autre chose. Aussi, lorsqu'une machine qui est capable encore de fonctionner se révèle être moins rentable qu'une autre, elle est purement et simplement sacrifiée au profit de l'autre plus performante. Est-ce là une perte, un gâchis pour notre capitaliste, ou au contraire, un moyen pour lui de pouvoir affronter dans des conditions plus favorables la concurrence et d'empocher ainsi davantage de profits ?

Non, vraiment, l'abandon des machines est loin de représenter une perte pour les capitalistes. Il signifie par contre que les travailleurs sont sacrifiés à la loi du profit : licenciements de travailleurs avec l'emploi de machines plus productives.

D'autre part, lorsque des fabrications ferment car il est plus rentable pour la firme de transférer sa fabrication ailleurs ou de regrouper ses activités, peut-on parler de perte ou de gâchis pour le monopole ou, là encore, un moyen de toucher des profits toujours plus importants. Prenons le cas de la sidérurgie.

L'EXEMPLE DE LA SIDERURGIE

Les monopoles de l'acier ont décidé la fermeture d'Usinor-Denain pour transférer la fabrication à Usinor-Dunkerque. Ainsi, gardent-ils ce

Et dans le cadre du système capitaliste, la classe ouvrière, les travailleurs auraient-ils d'autre issue que leur lutte contre le capitalisme pour en combattre les effets ?

Leur lutte contre les licenciements actuels par exemple pourrait-elle être une lutte pour « une autre politique industrielle », contre les gâchis... ?

Autant de questions importantes, car pour combattre efficacement, il s'agit de bien voir quelle est la cible.

Nous abordons ci-dessous la question du gâchis afin de bien voir ce que recouvre cette notion fort utilisée aujourd'hui, en particulier par les dirigeants du PCF

qui leur rapporte le plus de profits et sacrifient-ils le reste. Par contre, cela signifie pour les travailleurs de Denain, le chômage et pour ceux d'Usinor-Dunkerque une intensification de la production (cadences).

D'autre part, les firmes productrices d'aciers spéciaux cherchent à se moderniser et se regrouper « en produits longs, il existe en France, sept producteurs différents là où il en existe trois en Allemagne pour une production double » vient de déclarer Ph. Boulin, directeur général de Creusot-Loire. Là encore, des fusions sont en train de se préparer pour les plus grands profits des barons de l'acier. Peut-on parler de gâchis pour eux ?

On assiste donc, notamment dans les monopoles de l'acier, à une recherche à outrance de la modernisation pour faire face à la concurrence internationale et être plus compétitif. Est-ce là un démantèlement de la sidérurgie, comme l'affirment les dirigeants du PCF, ou bien, au contraire la recherche par les monopoles à s'adapter aux procédés techniques nouveaux pour avoir leur place sur le marché international. Par exemple, pour être plus compétitifs à la production de fonte dans les hauts fourneaux, se substitue le procédé de la réduction directe. Les hauts fourneaux les moins rentables sont arrêtés. Ainsi, fin 1977, le haut fourneau d'Usinor-Thionville s'arrêta, occasionnant 16 000 sup-

pressions d'emploi. Il y a là recherche consciente et organisée d'une adaptation aux nouvelles techniques plus rentables. On est loin d'un démantèlement de la recherche scientifique et encore moins de la sidérurgie. Ceci s'opère au prix de licenciements et de dégradation des conditions de travail pour les ouvriers restants. Mais qu'importe pour les capitalistes dont le comportement ne peut être, sous peine de disparition, que guidé par la course aux profits. C'est la loi du système.

Donc, tous les moyens sont bons pour être plus rentables. Ce ne sont point là des gâchis, des gaspillages pour les monopoles. « Ils cassent nos machines », disent les dirigeants du PCF. Mais ce qu'ils oublient de dire, c'est que « nos machines » ne peuvent être, dans le système capitaliste, que des équipements destinés à produire, non pour les besoins des travailleurs, mais au seul but de profits. C'est parce que la production est tournée tout entière vers le profit maximum, et ne peut que l'être dans toute économie capitaliste qu'il y a gâchis. Ce gâchis existe bel et bien mais il est indissociable du profit. Il n'est lui-même qu'une conséquence du système capitaliste. La vraie cause du chômage c'est bien lui, ce système où machines et travailleurs sont jetés au rebut quand le dicte la loi du profit. Mais ce système, les dirigeants du PCF veulent-ils vraiment l'abolir ?

Catherine LEMAIRE



La politique gouvernementale envers les éducateurs conduit souvent à jeter en prison des jeunes dont ils sont chargés.

ETAT

Quand la police est lancée contre les travailleurs

Un détournement de son rôle ou sa vraie mission ?

ALORS que de nombreux ouvriers luttent contre les licenciements, qu'ils occupent leur usine, voire séquestrent le directeur ou d'autres hauts cadres, il arrive très souvent que la police intervienne contre eux. Ces derniers jours, ce fut le cas à Thionville, c'est aussi ce qui vient de se passer à Nantes chez Brissonneau et Lotz-Marine. Une telle intervention de la police contre les travailleurs constitue-t-elle un détournement de son rôle ou est-elle conforme à sa nature et à son rôle fondamental ?

Certains, en effet, affirment que l'intervention de la police contre les travailleurs est un détournement de son rôle. Dans le programme commun signé en 1972 entre le PCF et le PS, il est écrit à propos de la police : « Le pouvoir actuel détourne la police

de son rôle républicain d'auxiliaire de la justice, l'utilisant essentiellement comme instrument de répression, il suscite le désordre et des abus de toute nature ». Ces phrases sont reprises du programme du PCF « Changer de cap ». Pour les dirigeants de ce

dernier parti, le rôle de la police est fondamentalement d'assurer la sécurité des biens et des personnes. Ils ne cessent de réclamer son renforcement.

LA POLICE, L'ARMÉE RESULTAT DE LA DIVISION DE LA SOCIÉTÉ EN CLASSES

Une première constatation s'impose. Si le pouvoir actuel utilise bien la police contre les travailleurs, il n'est pas le premier. En 1968, le police a tué des travailleurs en lutte et en certains endroits a donc sauvagement réprimé ces derniers. Au temps de la guerre d'Algérie, la police, plus sau-



Le rôle de la police : permettre à la classe au pouvoir de s'y maintenir.

vage encore, a réprimé les patriotes algériens. En 1947, de très violents combats ont eu lieu entre grévistes et policiers venus les réprimer. Nous pourrions ainsi remonter non-seulement quelques années ou dizaines d'années en arrière, mais toute l'histoire pratiquement pour constater que, comme aujourd'hui, le rôle fondamental des gens en armes était de maintenir le pouvoir de la classe dominante. Depuis qu'il existe une société divisée en classes, il existe une organisation de gens en armes chargée d'assurer le rôle, même si les formes, les armes ont changé au cours des temps (1). Aujourd'hui ces gens constituent la police et l'armée.

AUJOURD'HUI RIEN N'EST CHANGÉ

Mais aujourd'hui en est-il autrement ? La police, comme l'armée d'ailleurs, n'a-t-elle pas pour rôle de défendre le pouvoir et les intérêts des capitalistes contre la classe ouvrière ? Son rôle n'est-il pas au contraire (en vertu d'on ne sait d'ailleurs quel décret tombé du ciel) d'assurer la sécurité, voire la liberté et la démocratie des travailleurs ?

La réponse à cette question dépend de ceci : y a-t-il des classes en France et leurs intérêts sont-ils conciliables.

En France aujourd'hui, la réponse est évidente. Il y a la bourgeoisie et la classe ouvrière qui sont les deux grandes classes de la société capitaliste. La bourgeoisie domine la classe ouvrière et l'exploite. Elle ne le peut que pour une raison fondamentale : elle détient le pouvoir. Mais qu'est-ce que ce pouvoir, sur quoi repose-t-il ? Tout simplement au fait que la bourgeoisie possède la police, l'armée, les tribunaux, l'administration, en un mot l'Etat qui lui permet de dominer par la force la classe ouvrière. C'est là d'ailleurs ce que nous enseignent Marx, Engels, Lénine et Mao (voir la citation de Lénine ci-contre).

Si aujourd'hui, ce rôle fondamental de la police,

de l'armée ne paraît pas aussi évident que cela est dit ici, c'est que la lutte de classe n'en est pas encore à remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie. Aujourd'hui, les ouvriers se battent essentiellement pour un emploi et malgré cela, ils trouvent déjà la police devant eux.

Par contre, chaque fois que les ouvriers se sont attaqués au pouvoir de la bourgeoisie, ils ont dû affronter l'armée, la police, les milices armées.

Toute l'histoire de tous les pays prouvent ce que nous écrivons. Le suffrage universel, l'Assemblée nationale, la démocratie bourgeoise ne doivent pas faire illusion. Tant que la « paix sociale » sera, pour l'essentiel, assurée, la bourgeoisie conservera ces formes de vie politique. Si jamais la lutte de classe devient aiguë, la bourgeoisie restreindra les libertés démocratiques et utilisera de plus en plus la police voire l'armée. République ou pas,

là n'est pas le problème. Dans les monarchies anglaises ou espagnoles, la police n'a pas un rôle « républicain ». Son rôle pourtant ne diffère pas d'un pouce de celui qu'elle a dans la France républicaine. Le fond de l'affaire est ailleurs, dans les rapports de classes et non dans la forme que la bourgeoisie se donne pour gouverner.

Henri MAZERAU

Soutien aux emprisonnés corses

Procès imminent

NOUS ne connaissons par encore la (les) date (s) du (des) procès intentés aux trente patriotes corses emprisonnés, sinon que cela est imminent.

Fin janvier, un autre patriote était interpellé et a été inculpé, toujours selon la même juridiction d'exception qu'est la Cour de sûreté de l'Etat.

MEETING A PARIS

Dans ce cadre, des meetings de soutien aux emprisonnés sont organisés en Corse et sur le continent. Un grand meeting a lieu à Paris le dimanche 11 février (Mutualité grande salle) à 19 heures. Il est organisé par le Comité de

soutien de Paris (*). Au cours de cette soirée, il y aura également une importante partie culturelle, à laquelle participeront les chanteurs et groupes les plus populaires de Corse.

Dans une lettre adressée aux partis politiques, le comité de soutien de Paris écrit : « Le comité s'est créé au mois de juin 1978 à la suite des premières arrestations. Il est la continuité du soutien aux autres emprisonnés politiques corses (E. Siméoni, Serge Cacciari, etc.) »

La plate-forme qu'il s'est donnée comme base d'action comprend notamment :

- Libération de tous les patriotes corses !
- Dissolution de la Cour

de Sûreté de l'Etat.

- Dissolution de la Légion.
- Corsisation des emplois.

Il vous appelle à le soutenir.

SE SERVIR DE NOTRE PRESSE

Dans le cadre du soutien aux emprisonnés, une série d'articles paraît dans le quotidien.

Dans le bimensuel, qui sort mercredi 7 février, le dossier (8 pages) est consacré à la Corse. Au sommaire : Liberté pour le peuple corse et soutien aux emprisonnés, la Corse en Méditerranée, Luttier, vivre et travailler en Corse, les luttes sociales (autobus, pêcheurs...) activités du

PCML en Corse, culture (en langue corse, ainsi qu'une interview du groupe I Muvrini). Ce numéro, s'il est, comme tous les autres, destiné à l'ensemble des travailleurs, intéressera bien entendu particulièrement les Corses qui sont notamment nombreux dans certaines villes (outre la région Provence-Côte-d'Azur), à Lyon, Grenoble, Paris, Toulouse, Montpellier.

Que ce procès soit celui du capitalisme français. S.L.

Adresse postale de Paris : 14, rue de Nanteuil, Paris 15e.
A Lyon : 30, rue des Charpennes, 69100 VILLEURBANNE

Pétition pour la libération des Corses emprisonnés

Le Parti communiste marxiste-léniniste appelle les travailleurs, les démocrates, toutes les personnes attachées à la liberté d'expression à s'associer à l'appel lancé à Corte (Corse) par une trentaine d'organisations sociales, politiques et syndicales (dont le Parti communiste marxiste-léniniste), pour la libération des détenus politiques.

Les personnes soussignées s'associent à l'appel lancé à Corte pour la libération des patriotes corses. (*)

« Le colonialisme français a engagé l'épreuve de force en Corse. Le peuple corse ne peut même plus s'exprimer dans la démocratie. Les forces de répression décuplent, défilent et provoquent.

Pourtant, un pouvoir disqualifié prétend parler au nom de la liberté. Sa liberté c'est le chômage organisé, l'étouffement de nos droits, la braderie de nos terres, l'exil de notre jeunesse, l'anéantissement de notre culture, la destruction de nos villages.

Le peuple corse n'a droit ni au pain ni à la dignité ni à la parole. Devant la montée du fascisme d'Etat, un collectif d'organisations patriotiques et démocratiques s'est constitué.

Il entend dénoncer cette sinistre politique au service des colonialistes et des intérêts du grand capital apatride.

Ce même pouvoir a emprisonné nos frères. Nous devons avoir le courage de demander leur libération même si nous ne partageons pas la même stratégie de

lutte.

Dans l'unité et la détermination, il nous faut rassembler l'ensemble des forces de notre peuple et demander :

- La dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat.

- La libération immédiate des détenus politiques corses. (...)

Tous ensemble, dénonçons la politique néfaste du pouvoir, pour le faire reculer et obtenir la libération des jeunes corses qui sont avant tout coupables de ne pas admettre que leur pays, l'île de Corse, ne soit qu'une terre de misère et d'intolérance ».

(*) Envoyer vos signatures à l'adresse de notre journal qui transmettra.

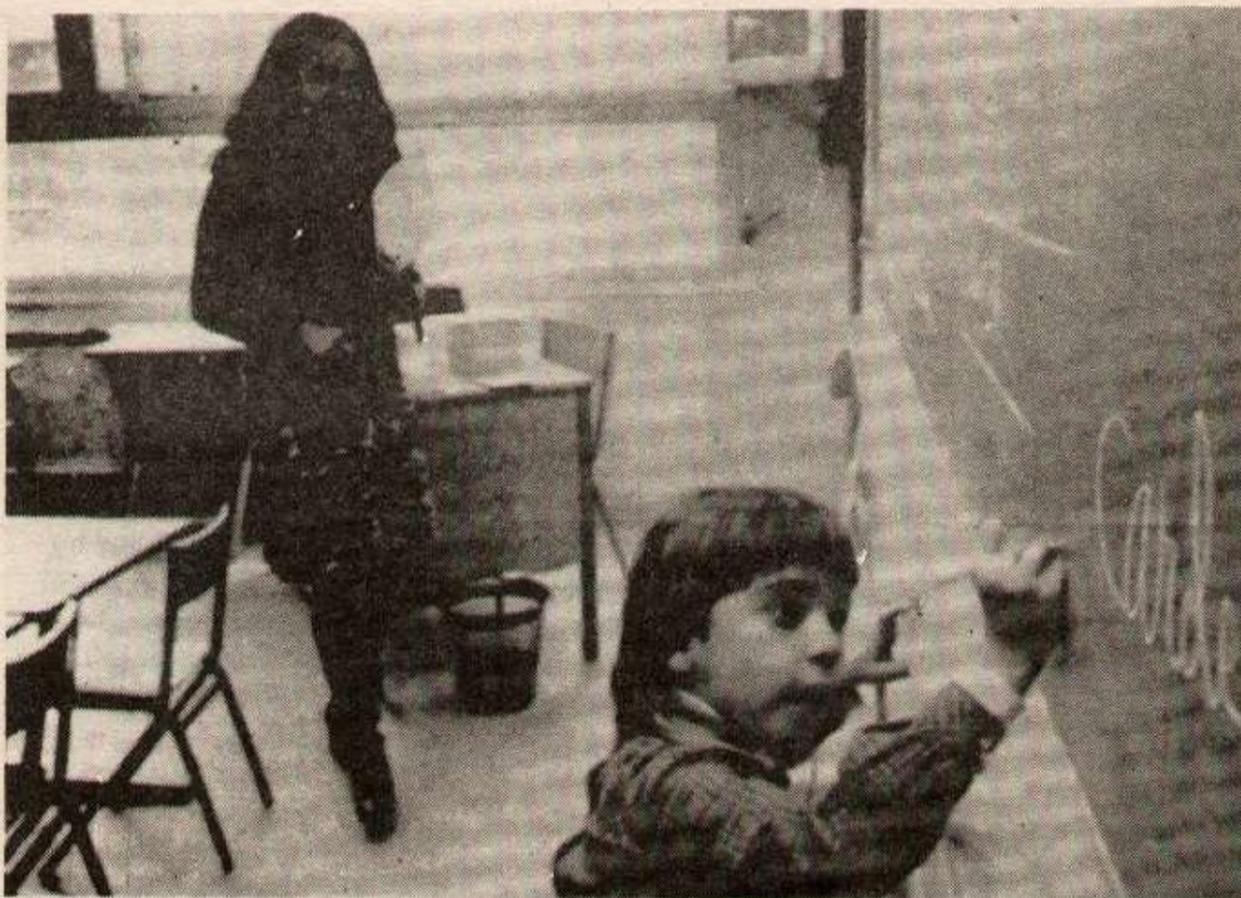
Ce qu'écrivait Lénine

Cet appareil (l'Etat)... prend toujours en main des instruments de contrainte, de coercition, que cette violence soit exercée par le gourdin à l'âge primitif ou par des armes plus perfectionnées à l'époque de l'esclavage ou par des armes à feu apparues au Moyen Age, ou enfin au moyen des armes modernes qui sont au XXe siècle de véritables merveilles, entièrement basées sur les dernières réalisations de la technique. Les formes sous lesquelles s'exerçait la violence ont changé mais toujours, dans chaque société, l'Etat existait, il y avait un groupe d'hommes qui gouvernaient, commandaient, dominaient et qui, pour garder le pouvoir, disposaient d'un appareil de coercition, d'un appareil de violence... Et c'est uniquement si nous considérons ces faits... si nous nous demandons pourquoi l'Etat n'existait pas quand il n'y avait pas de classe... et pourquoi il a surgi quand les classes sont apparues, que nous trouverons une réponse nette à cette question : quelle est la nature de l'Etat et quel est son rôle ? L'Etat, c'est une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre ».

Lénine - De l'Etat.

« ... Tant qu'existe la propriété privée, votre Etat, fût-il une République démocratique, n'est qu'une machine aux mains des capitalistes pour réprimer les ouvriers... ».

Lénine - De l'Etat



La baisse de la natalité. Le gouvernement oublie de dire qu'elle s'est arrêtée en 1977. Et il en profite toujours pour fermer les classes.

EDUCATION

La baisse de la natalité : du bluff!

Les instituteurs contre les fermetures de classes

La colère des enseignants ne s'apaise pas, bien au contraire. Et Beullac poursuit son offensive avec acharnement. Au nom d'une prétendue baisse de la natalité, il donne ordre sur ordre pour fermer les classes en primaire. C'est ce qu'il appelle le redéploiement : « Il est fondamental de dégager les économies permettant les redéploiements justifiés et nécessaires ».

En effet, les fermetures de classes ont des conséquences très graves : les enseignants accumulent une surcharge de travail qui a largement dépassé le seuil de tolérance ; par ailleurs, les enfants vivent particulièrement mal leur scolarité et accusent encore plus le joug de la sélection.

Les arguments, sur lesquels Beullac s'appuie, sont essentiellement fondés donc sur la baisse de la natalité et l'instrument de cette politique est la grille Guichard. Cette grille fixe d'autorité les normes d'ouverture et de fermeture des classes. C'est ainsi que de nombreuses écoles rurales ferment leurs portes pour regrouper les enfants ailleurs, engendrant ainsi d'énormes problèmes de transports, financiers, etc. pour la famille.

Certes, il y a eu une baisse sensible de la natalité depuis 1973, mais il y a eu reprise de la natalité au niveau national depuis 1977. Il est acquis donc que la chute des naissances n'a pas été si spectaculaire que le prétend Beullac. Par ailleurs, celui-ci joue sur les disparités régionales de la population pour trafiquer les chiffres et donc ses conclusions. Mais même en supposant que la natalité régresse, cela ne serait pas une condition suffisante pour diminuer le nombre d'instituteurs et pour fermer les classes. Le VII^e plan prévoyait que 45 % des enfants de deux ans et 95 % d'enfants de trois ans devraient être scolarisés en maternelle, la réalité est fort loin de ce projet puisque seulement 21,8 % d'enfants de deux ans et 62,5 % d'enfants de trois ans sont en classe. Toujours selon les objectifs du VII^e plan, c'est 300 classes de maternelle à 30 enfants chacune et 1 000 classes de maternelle à 25 élèves chacune qu'il faudrait ouvrir. Une preuve encore des mensonges de Beullac, il suffit de se rappeler de ses directives à la rentrée scolaire obligeant les directeurs et les directrices à accepter au moins 25 élèves en cours préparatoire s'il oblige les enfants à s'entasser, c'est donc qu'il n'y a pas assez de classes.

EMPLOYES

Le combat continue à la Caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône

JEUDI 4, les employés des caisses d'épargne ont continué leur occupation du siège central : vingt bureaux sur cinquante étaient fermés. De nombreuses actions se développent au niveau régional, la lutte exemplaire des Bouches-du-Rhône fait déjà tâche d'huile, nous avons déjà cité dans le quotidien de samedi-dimanche : Avignon et Draguignan. Mais aussi à Toulon et à l'île-sur-Sorgues, des assemblées générales sont prévues pour faire le point sur les revendications et les actions à envisager. Le soir, une assemblée générale a eu lieu au centre de Marseille, où comme prévu, la décision de suspendre la grève fut décidée sur proposition de l'inter-syndicat CFDT et SU (syndicat unifié). La forme originale d'action que les employés de la caisse d'épargne utilisent depuis un mois déjà, grèves de 24, 48 ou

72 heures, très dures, avec occupation chaque semaine est très intéressante, car elle permet à la lutte de durer longtemps sans que celle-ci pourrisse et en évitant le découragement. En effet, du côté de la direction, c'est un non catégorique à toutes les revendications, aussi la lutte sera dure et longue, chacun le sait et s'y prépare. En assemblée générale, tous les travailleurs ont approuvé la stratégie adoptée par les syndicats, dès le départ, et, la semaine prochaine, l'action continuera sous des formes évidemment encore gardées secrètes. De plus, de nombreuses mesures de popularisation et de sensibilisation de la population sur les problèmes de la caisse d'épargne seront faites, affichage, défilés, meeting, siting, etc. Cela sera décidé lors de prochaines assemblées générales, la mobilisation sera donc permanente. Un élément nouveau et inquiétant est à signaler, c'est la présence de vigiles

armés, employés par le sous-directeur, Monsieur Piazza, ces personnages se sont plusieurs fois manifestés au centre occupé, dans d'autres bureaux de caisse d'épargne. Ceci montre l'état d'esprit de la direction locale des caisses d'épargne des Bouches-du-Rhône. Le soir, à 18 h 30, les employés se sont donc séparés momentanément. Un huissier a constaté que les lieux étaient parfaitement tenus en état, rangés, nettoyés, balayés, etc. Cela mettra peut-être un terme à certains bruits que la direction fait courir selon lesquels les occupants seraient « des casseurs irresponsables ». Les employés de la caisse d'épargne nous donnent donc rendez-vous à la semaine prochaine. Ils peuvent être assurés de notre soutien total à leur lutte combative et originale.

C.M.

armés, employés par le sous-directeur, Monsieur Piazza, ces personnages se sont plusieurs fois manifestés au centre occupé, dans d'autres bureaux de caisse d'épargne. Ceci montre l'état d'esprit de la direction locale des caisses d'épargne des Bouches-du-Rhône. Le soir, à 18 h 30, les employés se sont donc séparés momentanément. Un huissier a constaté que les lieux étaient parfaitement tenus en état, rangés, nettoyés, balayés, etc. Cela mettra peut-être un terme à certains bruits que la direction fait courir selon lesquels les occupants seraient « des casseurs irresponsables ». Les employés de la caisse d'épargne nous donnent donc rendez-vous à la semaine prochaine. Ils peuvent être assurés de notre soutien total à leur lutte combative et originale.

Nathalie VILLOTTIERS

ELECTRONIQUE

Guingamp (Côtes-du-Nord) Avant le match, l'AOIP défile sur le terrain

CINQ minutes avant le début de la rencontre sportive entre « en avant Guingamp » et Lens, une délégation des ouvrières et des ouvriers de l'AOIP a manifesté devant les 5 000 spectateurs réunis pour assister au match. Cette manifestation s'est faite avec l'accord des dirigeants du club. L'AOIP est la plus importante usine de la ville. Un vent de licenciements y souffle depuis quelques temps, comme sur bien d'autres usines de téléphonie implantés en Bretagne : sur 1 296 ouvrières, 600 ou 800 licenciements peut-être demain. Sauver l'emploi à l'AOIP, c'est empêcher que la ville et sa région ne déperissent. Depuis un mois, manifestation sur manifestation : le 24 janvier, ils rendent visite à l'ANPE pour bien fai-

re savoir qu'ils ne veulent pas avoir à s'y inscrire ; le 31, ils envahissent la grande poste, pour y expédier un télégramme à Norbert Segard ; samedi soir, c'est la pelouse du stade qu'ils ont choisie comme terrain de lutte. Le terrain est aussi rencontré, « Lens, avec tout le Pas-de-Calais, le Nord, de l'Artois au Boulonnais, du Cambrésis au Valenciennois luttent pour empêcher une région de mourir. Le pays de Guingamp veut aussi vivre et pour cela, l'AOIP doit vivre ! ». Solidarité des travailleurs de toute une région contre les licenciements, solidarité avec les autres régions et les autres secteurs de production, c'est la voie que nous proposons. L'action des travailleurs de l'AOIP est à ce titre, exemplaire. YD

ESPAGNE-FRANCE

La police arrête 20 militants basques espagnols Sept ont été refoulés en Espagne

UNE manifestation a eu lieu le samedi 3 février à Bayonne pour protester contre les mesures de répression prises par le gouvernement français à l'encontre de militants basques. Appelaient à cette manifestation, le PSU, le PS, la FEN, les radicaux de gauche, le PCML, la LCR. Mardi 30 janvier, la police arrêtait vingt militants basques après avoir perquisitionné dans plusieurs villes. Hendaye, Bayonne, Biarritz, St-Jean-de-Luz. Sept de ces militants étaient remis le jour même à la police espagnole du poste de frontière de Bariatou. Les sept refoulés ont été emprisonnés en Espagne. Il ne fait pas de doute qu'ils subiront des tortures car au Pays-Basque, la répression reste féroce. Les treize autres militants arrêtés ont été assignés à résidence à Vallensole en Haute-Provence. La police leur a fait savoir qu'en cas de tentative de fuite, ils seraient, eux aussi, expulsés en Espagne. La police française continue à rechercher des militants basques. Ces arrestations interviennent à la demande du gouvernement espagnol. D'autre part, le 30 décembre, le gouvernement a rendu publique une mesure supprimant le statut de réfugié politique pour les Basques. En fait depuis la visite de Giscard en Espagne, l'été dernier, les cartes de réfugiés parvenues à expiration n'étaient pas renouvelées et aucune suite n'est donnée aux nouvelles demandes de cartes. Il n'y a donc plus de réfugiés politiques basques officiellement en France. C'est là une nouvelle atteinte au droit d'asile politique dont on se demande quelle réalité il peut encore recouvrir aujourd'hui. H.M.

Cinéma

L'Argent des autres
de Ch. de Chalonge

César du meilleur réalisateur

SAMEDI était retransmis sur Antenne 2 le gala au cours duquel furent décernés les césars. Etaient primés tous ceux qui, dans la profession du cinéma, avaient contribué à faire briller le septième art. C'est aussi un moyen de relancer les films dans le commerce. C'est l'Argent des autres de Christian de Chalonge qui a reçu la récompense du meilleur réalisateur. Ce film dénonce une énorme scandale financier et met en scène le cadre auquel la banque essaie de faire porter le chapeau, son évolution et sa prise de conscience. Une récompense méritée. Christian de Chalonge a déjà réalisé O Salto, film sur l'immigration clandestine des travailleurs portugais en France, pour travailler et pour fuir l'enrôlement dans les guerres coloniales du Portugal. LC

L'emploi dans la région Rhône-Alpes

De nouveaux licenciements en cours ou en projet

— CEMSE : Construction électromécanique de St-Etienne, groupe Thomson, 75 licenciements sur 150 salariés environ.

— RICHIER-FORD à l'Horme (42) 154 licenciements.

— SOMIP : Société mécanique de précision - Roanne (42) : les 42 salariés sont licenciés (liquidation de biens).

— FORGES DE LA SAUVANIERE au Chambon-Feugerolles (42) : ferment leurs portes : 68 licenciements.

— PEUGEOT-LOIRE à Firminy (42). Le nombre des licenciements est, pour le moment, ramené de 135 à 59.

— SNAV (contenaires) à Venissieux (69), 187 licenciements. Des sources syndicales parlent de 140 licenciements. La SNAV aurait été rachetée un franc symbolique à la Société RVI (Renault véhicules industriels) par son concurrent, Fauvet-Girel de Lille. Fauvet-Girel fabrique aussi des wagons et il est probable que la SNAV va être liquidée pour concentrer la production à Lille. D'autres licenciements devraient donc avoir lieu prochainement si cette hypothèse est confirmée.

— CABLES DE LYON (filiale de CGE) à Lyon, suppression de 73 postes à l'atelier des câbles téléphoniques de l'usine de Lyon.

— Ex-tréfileries et câbleries de Bourg, STE CHIERS-CHATILLON - GORCY : 94 licenciements déjà sûrs sur les 956 de l'usine de Bourges-en-Bresse (01).

— MONTALEV (montage-levage) - groupe ENTREPOSE : 250 licenciements (sur 1 000 salariés) dont 80 à VOREPPE (38).

D'autre part, sans atteindre le taux très important d'augmentation des règlements judiciaires dans la Loire (plus 98%), le nombre total de règlements judiciaires et de liquidations de biens est aussi en augmentation dans le Rhône et surtout dans l'Isère.

— RHONE : 425 règlements judiciaires et liquidations de biens en 1978 contre 410 en 1977 et 369 en 1976.

— ISERE : 194 règlements judiciaires et liquidations de biens en 1978, contre 126 en 1977 (plus 22%).

Paris XVIIIe

180 licenciements chez Chauvin-Arnoux !

CETTE entreprise fabriquant du matériel électrique est, avec 900 travailleurs, l'une des plus importantes de l'arrondissement qui compte déjà plus de 14 000 chômeurs. Alors que Chauvin-Arnoux continue de s'installer en province, Daniel Arnoux, patron de choc de l'entreprise annonce à la mi-janvier 180 licenciements pour le mois de mars.

Par ailleurs, en février, interviendra une diminution d'horaires sans com-

pensation de salaire. Il n'y a bien sûr pas de 13e mois et les salaires sont parmi les plus bas de la région parisienne. Seules la CFTC et l'ex-CFT semblent bien tolérées par le patron de combat qui a systématiquement empêché toute implantation des syndicats CGT ou CFDT depuis 10 ans. Comme dans beaucoup d'entreprises d'électronique, il y a un grand nombre de jeunes OS et particulièrement de femmes que la direction pense pouvoir intimider par la carrure de ses hommes de main : ils notaient le nom de ceux qui prenaient les tracts.

Mais monsieur Arnoux se trompe, s'il croit que les travailleurs n'oseront pas riposter comme il convient à ces basses attaques pour défendre leur emploi et leur dignité.

Correspondant 18e.

Normandie Licenciements chez Wonder

WONDER emploie environ 3 400 personnes sur toute la France et possède quatre usines en Normandie à Vernon, Louviers, le Vaudreuil et Lisieux. 299 licenciements y sont annoncés dont 115 à Louviers, usine la plus touchée. Des machines ont déjà été enlevées à Lisieux. D'autre part, 191 licenciements sont annoncés à l'usine St-Gobain de Saint-Etienne du Rouvray (Isover-St Gobain).

Deux échos de Bretagne

Pompiers dans le feu



de l'action (syndicale)

Manifestation bruyante dans les rues de Dinard. 300 sapeurs-pompiers de Bretagne et de l'Ouest s'y étaient donné rendez-vous, vendredi devant la mairie de Yvon Bourges, ministre de la Défense : ils s'opposent à la proposition de loi qui vise à renforcer les corps de sapeurs, les corps de pompiers à l'aide du contingent. Conséquence : « militarisation », grève brisée, etc. Face à eux, les CRS. Quelques incidents ont eu lieu. La manifestation s'est ensuite transportée rue de Rennes. Avec les pompiers, leur « petit matériel » : des camions mignaturisés, mais équipés de vraies sirènes et de vrais girophares. 15 sirènes à la fois, ça fait du bruit. Assez de bruit pour faire entendre leurs revendications : augmentation des effectifs, diminution des horaires de présence, retraite à 50 ans.

Sur la photo, flics et pompiers, cuirs et casques, mais pas du même côté : « les flics, c'est fait pour tuer, les pompiers pour sauver »

Les usagers des trains en colère



Les Bretons continuent leurs actions pour que leurs départements soient desservis. Des actions ont eu lieu à Hennobont et à Rospenden. A Plouaret, un meeting de 2 500 personnes a eu lieu à la gare.

BLOC-NOTES

PLAISIR (Yvelines)

« Approches de la Chine »

Cette soirée est organisée par le Comité des Amitiés franco-chinoises de Plaisir. Au programme : diapositives sur la Chine, débat, table de vente, etc. Elle aura lieu le vendredi 9 février à 20 h 30, salle des 500 m2, Allée Saint-Just à Plaisir.

AULNAY-SOUS-BOIS - Foyers Sonacotra Mobilisation pour ce procès du 8 février.

Après un procès reporté, c'est une trentaine de résidents des foyers Sonacotra en grève d'Aulnay, de Sevrans et de Tremblay qui passent en procès le 8 février au tribunal d'instance d'Aulnay.

Les comités de résidents de ces trois foyers ainsi que leur comité de soutien appellent français et immigrés à se mobiliser devant le tribunal à 14 h.

BAYONNE

Agresseurs vietnamiens, hors du Kampuchea (Cambodge).

Cette soirée aura lieu le 9 février à Biarritz, elle sera animée par Alain Castan, membre de la délégation du Parti communiste marxiste-léniniste qui a visité le Kampuchea démocratique en septembre 1978.

Cette soirée aura lieu salle de cinéma Pax-la-Negresse - Biarritz à 20 h 30.

MONTPELLIER

Meeting sur l'Iran

Ce meeting aura lieu le 7 février à la salle Triolet. Il est organisé par l'Union des étudiants iraniens en France (CISNU), section de Montpellier. Il est soutenu par le PCML, l'AGEG, l'AFECM.

**Abonnez-vous
à l'Humanité rouge
quotidien
révolutionnaire
des travailleurs**

Le numéro de téléphone
de l'Humanité rouge
205 51 10

Sur vos lettres
adressées à L'Humanité Rouge,
n'oubliez pas de mentionner:
rédaction ou administration

N'oubliez pas de
joindre une feuille explicative
à tous vos règlements.
N'écrivez pas au dos des chèques !

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

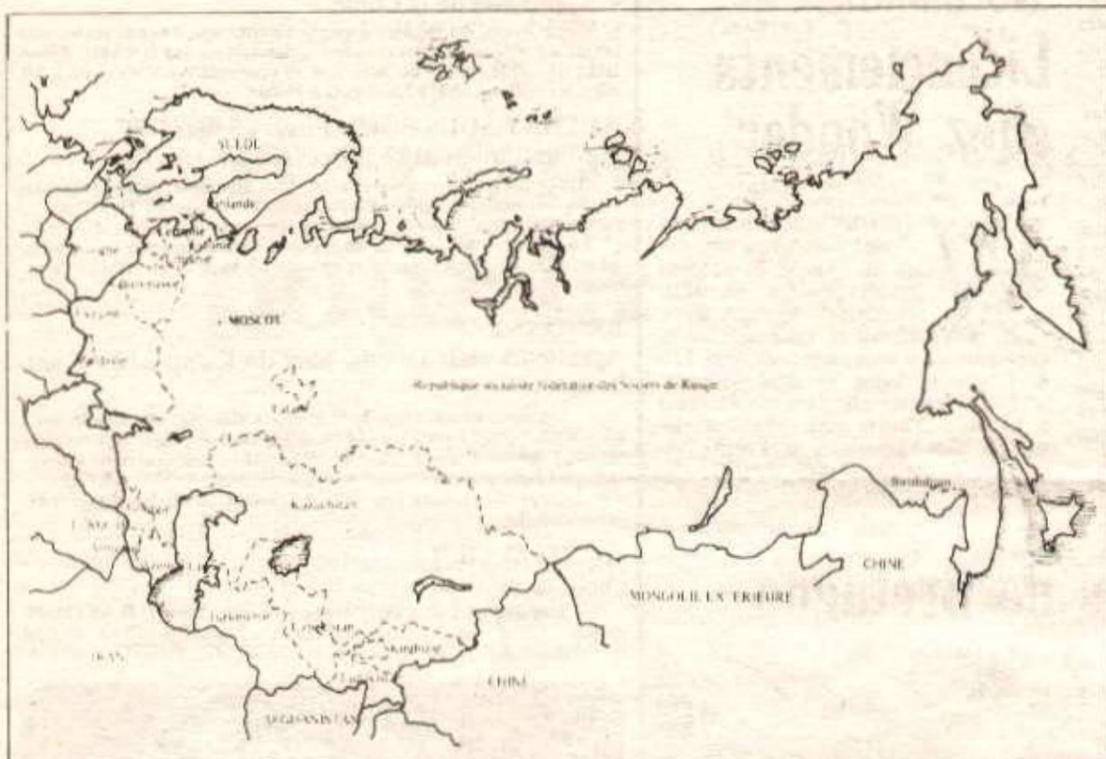
NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979



L'URSS, une prison des peuples

L'EXÉCUTION récente de trois Arméniens en URSS a braqué à nouveau les projecteurs de l'actualité sur la question des minorités nationales en URSS. Les Arméniens étaient accusés d'avoir commis un attentat dans le métro de Moscou. Mais d'après l'académicien Sakharov, les « preuves » de leur culpabilité ont été inventées. En tout état de cause, leur exécution rappelle à la fois l'oppression dont sont victimes les minorités nationales en URSS et la résistance qu'elles lui opposent.

TEMOIGNAGE

«Une dépendance coloniale»

ANCIEN officier de l'Armée rouge, maintes fois décoré pour sa bravoure, ancien membre du Parti communiste soviétique, Piotr Grigorenko a engagé la lutte, dans les années soixante, pour les droits de l'homme et des minorités nationales. Ukrainien, il a soutenu la lutte des Tatars de Crimée qui exigent d'être rétablis dans leurs droits nationaux. Le 7 mai 1969, il manifestait avec eux devant le tribunal de Tachkent. Aussitôt arrêté, il a été déclaré « malade mental » et transféré dans une clinique psychiatrique. Il n'en est sorti que huit ans après, en 1977, à la suite d'une intense campagne internationale de protestations. Il vit depuis lors aux États-Unis. Voici ce qu'il a dit lors d'un meeting, l'an dernier :

« Ne pensez pas que je veuille me faire passer pour un nationaliste. Je ne suis pas nationaliste, dans la mesure où je ne préfère pas une nation à une autre. Pour moi, toutes les nations sont égales, les grandes et les petites, toutes ont le même droit d'être souveraines et d'avoir une existence autonome. Je suis pour l'amitié entre les nations, mais aussi pour que chaque nation puisse apporter sa contribution à la culture mondiale. »

Je suis Ukrainien. Mon peuple a donné de grands artistes, écrivains et savants au monde. Mon peuple a une tradition culturelle ancienne. C'est un peuple européen. Mais il se trouve dans une oppression coloniale. Nous défendons la souveraineté nationale des plus petites nations d'Afrique. Et en Europe, un grand peuple est opprimé depuis des années, un peuple qui compte plus de 50 millions d'habitants. Au sens de la lutte pour la souveraineté nationale de mon peuple, je suis vraiment un nationaliste.

En Union soviétique, quelques peuples sont maintenus dans une dépendance coloniale. Un peuple aussi grand que le peuple ukrainien, qui est plus nombreux que beaucoup d'autres en Europe, est maintenu dans une telle dépendance. Et officiellement, on dit qu'il est souverain ! Ce peuple est représenté à l'ONU comme membre à part entière, et aucun pays n'a de relations diplomatiques distinctes avec le gouvernement et le peuple ukrainien. Il faut exiger que les petits peuples d'Union soviétique retrouvent leurs droits, comme par exemple les Tatars de Crimée, les Allemands soviétiques, les Estoniens et tout une série d'autres petits peuples. Ils ont été chassés de leur pays et ils sont assimilés de force au peuple russe ».

Une multitude de nationalités

On dit souvent « la Russie » pour parler de l'Union soviétique. Mais les Russes ne sont que l'un des peuples — certes le plus nombreux — qui composent l'Union soviétique.

Sur cet immense territoire, on dénombre plus de cinquante nations : les Russes, les Lituaniens, les Estoniens, les Ukrainiens, les Biélorusses, les Arméniens, les Géorgiens, les Kazakhs, les Tatars, etc.

Les Russes ne représentent qu'un peu plus de la moitié (53,4 %) de la population soviétique (250 millions d'habitants). Il y a donc en Union soviétique à peu près 120 millions de gens qui ne sont pas Russes. Le peuple le plus nombreux, après les Russes, ce sont les Ukrainiens (42 millions) puis les peuples musulmans (32 millions) et les Biélorusses (9 millions).

UN PEU D'HISTOIRE

Il y a trois siècles, les tsars russes régnaient sur un empire tout petit dont Moscou était le centre. Mais jusqu'à la fin du siècle dernier, ils ont mené différentes guerres de conquête, et ils ont asservi une multitude de peuples non-russes.

En son temps, Lénine a dénoncé la politique d'oppression nationale des tsars et il a soutenu entièrement la lutte des nations opprimées contre la « rus-

sification ». Pour lui, l'empire russe était une véritable « prison des peuples ».

Après la victoire de la Révolution d'Octobre 1917, les Bolchéviques ont créé un État fédéral — « Union des Républiques socialistes soviétiques » dont la constitution garantissait l'égalité absolue des nations et leur droit à la séparation.

Après la mort de Lénine, Staline s'en est tenu dans l'ensemble à cette orientation. Chaque nationalité a été encouragée à se développer de façon autonome, à former ses propres cadres dirigeants, à développer sa culture, sa langue, son économie et sa personnalité propres.

Sans doute, tout ceci n'a-t-il pas été si simple. Pendant la guerre contre l'envahisseur nazi, par exemple, des peuples entiers comme les Tatars de Crimée ou les Tchétchènes ont été déportés sous prétexte qu'ils collaboraient avec l'ennemi et leur identité nationale a été niée. Pendant cette période, le passé national russe a été particulièrement mis en avant, et le lendemain de la victoire (1945), Staline lui-même a souligné le rôle particulier du peuple russe dans la lutte contre Hitler.

Mais jusqu'à la fin des années cinquante, le développement de chaque nationalité reste un axe fondamental de la politique du pouvoir soviétique.



Des membres de la minorité tatar manifestent à l'occasion de l'enterrement de l'un des leurs, abattu par la police soviétique.

La politique de «russification»

Depuis 1960, environ, les dirigeants soviétiques parlent de la fusion des nationalités. Et cela veut dire, en clair : l'élimination de la personnalité propre de chaque nationalité — sauf une : la nation russe. La théorie de la « fusion » a pour conséquence pratique une « russification » analogue à celle des anciens tsars.

D'abord, les autorités de Moscou essayent d'imposer l'emploi du russe, au détriment des autres langues nationales. Ainsi, en Ukraine, on constate qu'en 20 ans, 5 000 écoles enseignant l'ukrainien ont disparu, alors que le nombre de celles enseignant le russe a doublé (4 700 actuellement).

En Russie, toutes les écoles des nationalités non-russes qui y sont enclavées ont le russe comme première langue obligatoire dès la première année. En plus, l'enseignement dans la langue nationale ne dure que trois ans en général. Au-delà, il faut aller à l'école russe...

SUR LE PLAN POLITIQUE

La constitution adoptée en

1977 a considérablement réduit les attributions des républiques fédérées au profit du gouvernement de Moscou. Et le pouvoir central, il est dans les mains de Russes. Alors que les peuples non-russes représentent près de la moitié de la population, au sein du Bureau politique du Parti, ils n'ont que deux représentants sur 16 — et au secrétariat (l'organisme le plus élevé du Parti), il n'y a que des Russes. Brejnev, lui-même, est d'origine ukrainienne, mais il s'est fait nationaliser russe. N'est-ce pas révélateur ?

Au niveau des Républiques des minorités nationales, la majorité des plus hauts responsables est... russe !

Et, bien évidemment, cette russification a aussi ses implications économiques et démographiques : en règle générale, la Russie est privilégiée dans les plans de développement et ceci entraîne une émigration de certaines fractions de la population (les cadres surtout).

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que la politique de « russification » suscite une résistance opiniâtre de l'ensemble des minorités nationales !